

L'Anarcho-syndicaliste

N°239 – Le numéro : 4 € ttc

mars 2025

« ... Nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas : des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître, sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amateurs passionnés de la culture de soi-même ... » Fernand Pelloutier - Lettre aux Anarchistes.

Allez, passez la monnaie pour l'oncle Sam. Votre sécu, vos retraites, vos hôpitaux ... dans le fût du canon !

Les États-Unis montrent leur vrai visage et cela a de quoi inquiéter bon nombre de citoyens. Au prétexte de les faire participer à l'effort financier pour assurer le fonctionnement de l'OTAN, Trump déclare que les Européens ont bien profité de la générosité des USA et que cela doit cesser. Il fixe le pourcentage du PIB que les européens doivent mettre pour financer l'OTAN. Il nous prend pour des amnésiques, c'est oublier un peu vite les accords de Bretton Wood qui ont réorganisé le système monétaire mondial autour du dollar américain, avec un rattachement nominal à l'or en Juillet 1944. Une des conditions de bon fonctionnement du SMI (Système Monétaire International) pour que les pays acceptent les paiements en dollars **est que le ratio avec le métal précieux se maintienne**. Or, l'économie mondiale en croissance exige des dollars et les États-Unis veulent financer leur déficit, et la guerre du Vietnam, **par la création de** monnaie (la planche à billets) et en Août 1967, les pays qui s'étaient associés avec les Américains dans un « pool de l'or » pour maintenir la parité or-dollars y renoncent. Les doutes sur la valeur du dollar persistent et s'amplifient. En août 1971, le

président Nixon annonce la fin de la parité fixe qui avait fondé le système de Bretton Woods. Cette décision prise pour sauver les réserves d'or des USA est un avantage énorme que se sont octroyés les USA en faisant porter leur déficit sur les possesseurs de dollars, ce qui a entraîné des difficultés pour les économies européennes. C'est juste un petit rappel, pour dénoncer le mensonge de M. Trump et ce sont bien les États-Unis qui ont bien profité du système financier international et qui en profitent toujours.

Les anarcho-syndicalistes ont toujours été contre les guerres, les opérations coloniales, le combat de ceux-ci, paradoxalement très présents dans les arsenaux, a été celui de « Non aux marchands de canons ». On connaît tous les immenses manifestations atteignant 18 millions de manifestants en Europe contre la guerre avant 1914, jusqu'à l'assassinat de Jean Jaurès. Nous avons toujours lutté pour l'émancipation des travailleurs, pour l'avènement d'une société fraternelle, égalitaire, sociale considérant que les guerres étaient des boucheries des peuples pour les profits du capital. Nous préférons Gaston Couté à Paul Déroulède.

Mais les militaristes devraient sérieusement s'interroger sur cette fumisterie liberticide et meurtrière qu'est l'OTAN.

Oui à quoi bon l'OTAN ? La question fait frémir ceux qui pensent y trouver un système d'alliance automatique à la disposition de chacune des nations signataires du traité. Sans doute faut-il commencer par démentir cette croyance . Le traité prévoit en effet un droit à solidarité militaire à l'article 5. Mais il n'impose aucune intervention automatique de chacun au profit de tous les autres. Chaque nation reste maîtresse de sa participation à une riposte. Personne n'est obligé. Et chaque nation signataire décide du niveau des moyens qu'elle engage dans chaque cas. Il n'y a donc pas d'engagement militaire uniforme ni prédéterminé comme cela est prétendu.

Mais le pire de l'OTAN est ailleurs. Tout matériel militaire américain est caviardé par des dispositifs de verrouillage à l'utilisation de ces armes soumis au contrôle du commandement américain. Sans l'autorisation US , ni décollage, ni ciblage ne sont possibles. Autrement dit, l'OTAN et l'équipement US ne sont en aucun cas une garantie de pouvoir agir librement le moment venu. C'est soumis à accord des US. Ça ne fonctionne qu'avec les USA. C'est quand ils le veulent bien et que bien sûr cela va dans leur intérêts. De plus le matériel américain est interconnecté et visible par toutes les parties prenantes. Chacun sait donc à tout moment « qui fait quoi et où » avec son matériel. Impossible donc de se soustraire au contrôle US sans être soi-même privé de renseignements. Seuls les USA disposent d'une clef de cryptage leur permettant de brouiller les signaux de leurs activités.

Être membre de l'OTAN n'est donc qu'une promesse de secours solidaire de l'OTAN et elle n'engage que ceux qui y croient. Que les USA et autres seraient prêts à se faire vitrifier pour Kiev ou toute autre ville ou région n'est qu'un mythe pour rassurer les gouvernements et abuser leurs peuples. Depuis Obama le parapluie des supers puissances n'est plus en en vigueur, l'a-t-il jamais été, par les politiques de droite ou de gauche ?

La question de la liberté, de l'indépendance, de la défense des valeurs démocratique mérite des débats d'un autre niveau que celui tenu par les marchands de savonnets qui tiennent le pouvoir. La position de bon sens, c'est d'être maître chez soi et, dans ces conditions, se retirer de l'OTAN et

d'abord de son commandement unifié ; c'est cela la nécessité première, ne serait-ce que par prudence.

Les déclarations affirmant la nécessité absolue de se protéger contre une agression de la Russie n'est qu'un moyen d'obliger les états européens à s'armer rapidement pour compenser le trou d'air créé par les déclarations de Donald Trump de quitter militairement l'Europe. Et comme seuls les états Unis sont en capacité de fournir le matériel américain, tous ces appels ont donc pour objet de booster l'industrie US et son économie tout en nous liant à son commandement. Nous serons dès lors les vassaux des US, condamnés à accepter leur politique et à appliquer leur système anti-social.

Là est le véritable et imminent danger.

L'OTAN est un système de contrôle total de nos nations. La manipulation des gouvernements et de l'union Européenne est réalisée par une corruption généralisée des instances gouvernementales nationales et européennes et des partis politiques.

Pour aller jusqu'au bout de mon propos, la Russie elle, n'a aucune intention d'envahir l'Europe, déjà parce qu'elle n'en a pas les moyens, cela à été amplement argumenté par Jacques Baud et Emmanuel Todd. L'appel à envoyer des troupes de M. Macron est l'ultime étape de l'assujettissement des nations Européenne au diktat US. Nous pouvons, heureusement, constater qu'il ne fait pas chorus.

Les états Unis, contrairement à une idée reçue, suite aux film hollywoodiens tels « *Le jour le plus long* » n'ont pas sauvé l'Europe. Le tournant de la guerre ce n'est pas 1944 sur les côtes de Normandie mais de Juillet 1942 à février 1943 La bataille de Stalingrad où l'Union Soviétique à détruit 75 % de la puissance militaire de Hitler, empêchant celle-ci de mobiliser des troupes sur la côte normande. Les chiffre parlent d'eux-mêmes : 26 millions de morts coté soviétique, 450 000 du coté Us. Mais pendant toute la guerre le grand patronat américain (Ford, Général Motors, les Pétroliers...) faisaient un juteux business avec Hitler et ils ont retardé l'intervention des occidentaux jusqu'au dernier moment quand l'armée rouge avait fait tout le travail et fonçait sur Berlin provoquant le suicide de Hitler acculé.

Pour comprendre l'actualité et ne pas se faire balader par les marchands de canons il est préférable de se souvenir de l'histoire.

Mobilisons nous contre la politique belliciste.

Mort à la guerre !

Marc Hébert

Gardes à vue d'un syndicaliste à Besançon

3° épisode

Comme évoqué déjà dans deux épisodes précédents de juillet et novembre 2023 de ce journal, Frédéric Vuillaume, secrétaire départemental d'un syndicat FO, subit depuis plus de six ans maintenant un acharnement policier et juridique sans interruption pour avoir juste exercé son activité syndicale et son droit d'expression lors de manifestations ou de simples rassemblements, lors du mouvement contre la réforme des retraites, de la loi de sécurité globale ou venues de ministres dans sa région.

L'inventaire n'est pas à la Prévert:

Au 18 mars 2025, il comptabilisait 10 gardes à vues (169 heures de privation de liberté), 6 procès, 8 convocations au commissariat et 21 amendes (19 à 135 €, 2 à 68 €).

Sans compter la perquisition de son domicile et les confiscations d'un ordinateur, d'un téléphone et d'une caméra jamais rendus, ainsi que de violences policières lors des arrestations allant de l'étranglement au doigt cassé, passant par le jet sur son corps de grenades lacrymogènes et de désencerclement. Et même d'arrestations et gardes à vue jusqu'à sa famille, femme et enfant ; ces faits étant bien entendu inventoriés avec preuves à l'appui.

Il est important aussi de préciser que ses amendes ne sont dites « justifiées » sur les procès-verbaux que pour entrave à la circulation lors de manifestations, de distributions de tracts ou de slogans contre les lois antisociales et les ministres en cause, toujours en situation d'action syndicale.

Mais le 22 mars, ce bilan s'est encore amplifié :

11 GAV, 177 h de privatisation de liberté.

Que s'est-il passé ?

Le lundi 17 mars, La ministre du travail, Madame Vautrin, a rendu visite à l'UIMM, Union des Industries et Métiers de la Métallurgie à Besançon. Un rassemblement totalement pacifique de quelques membres du syndicat Force Ouvrière du conseil régional s'est rendu devant l'entrée du dit institut pour scander ses revendications pour le retour au droit à la retraite à 60 ans. Mais au bout d'une demi-heure seulement, une dizaine de policiers ont encerclé Fred, l'ont menotté et conduit au commissariat pour 4 heures de garde à vue

sans aucun motif d'une quelconque effraction, lui confisquant de surcroît son porte-voix.

Puis le samedi 22 mars, jour des manifestations nationales contre le racisme et le fascisme, Fred et deux autres camarades étendaient une banderole de soutien à l'un deux, pompier professionnel en conflit avec son employeur, aux alentours d'une rencontre sportive nationale de pompiers. Des renforts policiers sont arrivés et ont opéré le même procédé : arrestation, menottage et mise en garde à vue des trois militants cette fois sans aucune justification bien entendu. L'un des deux autres camarades, menotté lui aussi et emmené trop brutalement, en a fait un malaise et a dû être hospitalisé. Fred ayant demandé un médecin pour constater les blessures faites par les menottes trop serrées, a été très choqué par sa réponse : « *Je ne suis là que pour constater la comptabilité de votre état de santé avec votre garde à vue* ». Fred et la troisième militante, compagne du pompier hospitalisé, sont alors restés 8 h en garde à vue.

La méthode d'action manu militari pour empêcher les camarades de rejoindre la manifestation n'est plus à démontrer.

Ces deux arrestations musclées et ces deux gardes à vues dans la même semaine contre des syndicalistes témoignent d'une escalade de la violence de la part de nos gouvernants pour neutraliser les militants et intimider toute portion du peuple qui s'oppose à la politique menée.

D'ailleurs, l'accélération des violences policières depuis une bonne dizaine d'années contre les Gilets Jaunes, les manifestants contre la réforme des retraites ou la privatisation de l'eau à Sainte Solines, ainsi que le contrôle généralisé de la population par les technologies du dernier cri, devraient nous mettre la puce à l'oreille.

Faire obstacle, interdire la liberté d'expression, le droit de revendiquer et le droit de manifester, c'est remettre en cause des Droits constitutionnels ; ça ne vous rappelle rien ?

C'est pourtant il y a moins d'un siècle, dans l'Histoire du mouvement ouvrier, que la loi du 16 août 1940 du régime de Vichy du maréchal Pétain annonce la dissolution des confédérations syndicales des travailleurs, et que le même gouvernement signe le 4 octobre 1941 la Charte

du travail interdisant le droit de grève et toute organisation des travailleurs.

Devrons-nous, comme nos grands-parents, militer bientôt dans la clandestinité pour éviter le risque de mettre nos libertés et peut-être nos vies en danger ?

Nous devrions sans doute anticiper un avenir risqué pour tous les militants, plus proche que l'on ne pensait, organiser et préparer les protections nécessaires à la survie de nos activités.

Le syndicat de Fred a ainsi déposé plainte dernièrement au parquet de Besançon pour :

« *Mise en danger de la vie d'autrui, arrestations arbitraires, manquements à la déontologie, atteinte aux droits syndicaux, excès de pouvoir et atteinte à la liberté d'expression et au droit de manifester* ».

Suspens et suite au prochain épisode bien entendu.

Post-scriptum : jeudi 18 mars, Fred était convoqué au tribunal judiciaire de Montbéliard pour une amende de 68 € pour « injures » à la ministre Aurore Bergé venue à Onans. Fred, entouré d'une bonne dizaine de camarades syndicalistes et/ou Gilets jaunes dans l'enceinte du tribunal comme à l'extérieur, y a tenu une plaidoirie si incontestable

en défense de sa liberté d'expression et de ses droits syndicaux que la délibération du tribunal a abouti à l'annulation de l'amende. En espérant qu'elle fera jurisprudence pour toutes les autres encore contestées.

Il n'y a pas de petite victoire !

Laurence.



Extrême centre

Résumé des propos de Yohann Chapoteau sur France inter le vendredi 11 mars 2025.

L'extrême centre est un terme oxymorique puisque le centre est par définition modéré. Un concept dérangentant et selon lequel Lecanuet, Raymond Barre, Hervé Morin, François Bayrou, Emmanuel Macron, hommes politiques centristes, ont eu tort, en ayant de fait, servi de marche pied à l'extrême droite.

On peut dire qu'en prétendant gouverner par la raison seule, en mettant de côté les passions, l'extrême centre étouffe le débat démocratique, voire endort le débat démocratique au risque qu'un

jour il soit violent, un extrême centre qui mène à l'extrême droite ou en tout cas à l'« extrémisation » du débat public de la société française.

Yohann Chapoutot, historien spécialiste de la république de Weimar et du nazisme, a écrit un livre début février 2025 : LES IRRESPONSABLES Qui a porté Hitler au pouvoir ? où l'extrême centre va de l'oxymore à un extrême centrisme assumé.

Alors l'extrême centre est-il un extrémisme comme les autres, l'expression est jolie mais peut-on le mettre sur le même plan que les autres extrémismes ?

Effectivement ce terme est paradoxal, c'est ce que l'on pense au premier abord. Il apparaît comme un oxymore et c'est ainsi que le définit l'historien qui a créé ce concept, Pierre Serna historien de la révolution française, pour décrire la période du

Directoire, cette période de thermidor de juillet 1794 qui a forgé cette expression de l'extrême centre. Pourquoi ?

Les thermidoriens ceux qui mettent fin à la révolution se définissent comme centristes modérés à équidistance des Jacobins extrême gauche et royalistes extrême droite. Pierre Serna montre qu'ils sont tout sauf tempérés et modérés mais extrêmement violents, n'hésitant pas à tirer sur la foule au canon dans Paris. Ils organisent une extrême concentration et centralisation du pouvoir et vont mettre en place les préfectures et autres administrations de l'État pour centraliser le pouvoir ; avec leur factotum, le général Bonaparte, exécuteur des basses œuvres qui va ensuite dépasser ses créateurs et poursuivre cette politique en l'accentuant.

L'extrême centre est une expression intéressante aujourd'hui car c'est une notion relativement nouvelle mais qui décrit en fait un phénomène ancien. Deux philosophes ont théorisé l'extrême centre.

Le premier est André Gérard Slama, historien, essayiste, journaliste. Sa pensée est d'inspiration « gaullo-libérale », dont l'objectif est de refonder les bases d'une synthèse entre l'autorité de l'État et ce qu'il appelle « *le primat de la liberté* ». En 1980 dans son livre *Les chasseurs d'absolu : genèse de la gauche et de la droite*, il forge la notion d'extrême centre. Il disait récemment dans les colonnes du *Figaro* : « *Au prétexte de maîtriser les passions et de faire prévaloir la raison, cette idéologie tente de monopoliser le pouvoir au détriment du jeu normal de la démocratie* ».

Le second Pierre Serna, spécialiste de l'Histoire de France, a approfondi ce travail. En 2005 il publie *La République des girouettes 1789-1815 et au-delà. Une anomalie politique française, la France de l'extrême centre*. Puis il va plus loin dans son livre en 2019 : *L'extrême centre ou le poison français*, voilà le mot poison est lâché.

Mais l'extrême centre n'est pas que français. En 2015 l'historien Perry Anderson fait sien cette notion dans la *London revue of book*. Son titre *Les héritiers de Gramsci (The heirs of Gramsci)* ; Gramsci, fondateur du parti communiste italien, emprisonné par Mussolini et mort en prison.

Pour Perry Anderson, depuis les années 1980, les démocraties libérales sont dominées par un extrême centre, c'est-à-dire un pouvoir qui se veut modéré, au moins en apparence, mais qui en fait applique des politiques néolibérales sans laisser prises à de réelles alternatives idéologiques.

Alors l'extrême centre est-il aussi insidieux que les autres extrêmes ?

Yohann Chapoutot répond que l'extrême centre est vraiment aussi « *dangereux* » que l'extrême droite ou l'extrême gauche. C'est beaucoup plus insidieux en tout cas et généralement prépare la prise du pouvoir par l'extrême droite.

Ce sont les libéraux italiens qui ont mis les fascistes au pouvoir en 1922 avec Mussolini. Après l'échec d'une alliance électorale avec la gauche, Mussolini s'allie avec la droite aux élections suivantes pour faire élire des députés fascistes. Pour l'extrême centre le danger principal c'est toujours la gauche, qu'elle soit communiste, socialiste ou syndicaliste, tout est bon pour la contrer. Les milices armées fascistes (squadrisme) permettent à Mussolini de s'emparer du pouvoir après le succès électoral en alliance avec la droite. En Allemagne en 1932 c'est l'objet du livre *LES IRRESPONSABLES, qui a mis Hitler au pouvoir ?*.

Ce sont bien des libéraux autoritaires qui sont tout à fait qualifiables d'extrême-centriste qui ont mis Hitler au pouvoir.

Et aujourd'hui, on constate que l'espèce de pas de deux qui a été déclenché en 2017, l'espèce de faux duel qui a été en réalité un vrai duo avec l'extrême droite, a abouti à reprendre les thématiques, les obsessions, le discours, le raisonnement, les mots mêmes de l'extrême droite jusqu'à voter la loi immigration en décembre 2023.

Peut-on vraiment faire une analogie avec ce qui se passe aujourd'hui en France ?

Le travail de Pierre Serna va explicitement « transhistoriser » le concept d'extrême centre, qu'il a forgé à propos du Directoire, pour montrer qu'il est structurant de fait sur deux siècles de l'histoire politique française surtout depuis ce paroxysme de 2017 où il prétend incarner la raison alors que c'est tout le contraire.

On peut se poser cette question : Macron en était-il conscient, connaissait-il ces théories ? Est-ce qu'il s'est dit je vais faire cela, je vais être le marchepied de l'extrême droite ? C'est peu probable, étant une marionnette de la finance, des milliardaires qui ont eux très certainement connaissance de ce concept politique, l'ayant déjà mis en œuvre en Italie en Allemagne et dans bien d'autres pays. Par contre Macron a la conviction de dépasser la droite et la gauche, d'incarner une vraie fin de l'histoire. Il est convaincu d'avoir une raison transcendante, d'être le plus intelligent, commettant dès lors des erreurs massives qui, pour le coup, pavent le chemin de l'extrême droite. Il faut se souvenir de l'expression de François Mitterrand : « *Le centre ce n'est ni de gauche ni de droite* ». L'ennemi reste toujours celui qui prône

la justice sociale et la justice fiscale, et pour cela que l'alliance entre la droite et l'extrême droite s'impose toujours pour le centre.

Pour Pierre Serna, le concept « extrême centre » vaut pour la politique française, mais Yohann Chapoutot, ayant mis à l'épreuve l'histoire de l'Allemagne de 1932, a montré qu'il y était très opératoire.

Alors pourquoi cela s'appelle-t-il l'extrême centre ? Eh bien, parce qu'il faut prendre au sérieux les mots par lesquels les acteurs sociaux se désignent eux-mêmes. Giscard d'Estaing, Raymond Barre, François Bayrou et Emmanuel Macron s'auto-désignent comme centristes, prenons acte. Mais sur quel sorte de centre fantasment-ils en fait ? Sur une réalité bien de droite, où la pratique politique censément tempérée, rationnelle et raisonnable est en réalité extrêmement violente ; en témoignent nombre de mutilés de l'œil et/ou des membres à coup de LBD ces dernières années.

Dans son livre *DES IRRESPONSABLES qui a porté Hitler au pouvoir ?* la réponse est claire pour Yohann Chapoutot : c'est l'extrême centre, appliquant le concept de Pierre Sernat dans un autre pays, dans une autre époque, celle de l'Allemagne en 1932. Ce sont des libéraux autoritaire qui sont au pouvoir à ce moment là ; des gens qui se proclament libéraux d'un point de vue économique. Ils le disent à longueur de discours : « nous aimons l'entreprise, nous aimons le profit et l'économie privée, nous aimons les entrepreneurs ... ». Ils mènent une politique de l'offre à tout crin, en écho à ce qui se passe alors dans bien d'autres pays (politique caractérisée actuellement par des subventions massives aux entreprises, la dérégulation en termes de droit social et des crédits d'impôt à gogo...)

Par ailleurs, ces libéraux, très autoritaires du point de vue politique, veulent bien tolérer la démocratie mais seulement si c'est la droite qui gagne, quand c'est la gauche on ne joue plus. Ils déposent le gouvernement social-démocrate de Prusse illégalement le 20 Juillet 1932 et refusent toute alternative politique, estimant que leur politique est la seule rationnelle et la seule qui vaille. Dans le jeu politique de cette époque, les centristes allemands pensaient pouvoir maîtriser l'extrême droite et jouer avec elle, étaient confiants et pensaient la contenir ; mais dans les faits ont été complètement débordés. Ainsi, depuis 1930, la droite, extrême centriste pour le coup, veut l'alliance avec les nazis étant d'accord avec à peu près tout. On leur propose sans cesse des postes ministériels mais ils refusent. Ils veulent la totalité

du pouvoir ou au minimum la chancellerie, la direction du gouvernement. Mais en 1930 ce n'est pas possible. Il y a cette idée selon laquelle effectivement on peut additionner les pourcentages dans une conception arithmétique et statique du pouvoir politique. Mais ce que les extrêmes centristes de l'époque Franz von Papen n'ont pas compris, et Yohann Chapoutot l'aborde dans le livre, c'est que l'on ne peut pas raisonner avec l'extrême droite en termes de statistique en additionnant des blocs ; il faut raisonner en termes de dynamique. Joseph Goebbels l'exprime très bien dans son journal de l'été 1932: « *Ces crétiens de bourgeois vont nous donner le pouvoir, on ne le rendra jamais ; ce sont nos cadavres qu'ils devront sortir de là, et cela il faut vraiment se le graver dans le crâne* ». Il écrit cela au moment même où Magda Goebbels est enceinte de leur première fille. Le 1^{er} mai 1945, les soldats de l'armée rouge sortiront les cadavres des six enfants de Goebbels du bunker.

Peut-on penser qu'aujourd'hui en France il y a encore une digue morale éthique entre la droite et l'extrême droite ? Yohann Chapoutot a eu l'idée d'écrire ce livre au moment de la loi sur l'immigration en 2023. Pour lui c'est là qu'une digue a été franchie. Le fait que l'extrême centre au pouvoir depuis 2017 soit très largement en accord avec l'extrême droite est maintenant très abondamment documenté. Les révélations du Monde, il y a quelques mois, ont montré qu'Emmanuel Macron faisait des blagues homophobes et racistes ; et que par ailleurs il a dit dans *Valeurs Actuelles* que le terrain de l'identité nationale et de l'immigration, propos certes démenti par l'Élysée, était son terrain favori.

Si Emmanuel Macron a eu un tout autre discours sur la colonisation, il n'a pas duré longtemps car en ce moment même, Jean-Michel Apathie est livré aux chiens et nous n'avons pas de réaction officielle déclarant : « oui c'est vrai nous avons commis des crimes de masse, tous les historiens le disent ». Bien sûr, dans ce dossier ce sont les médias et le parti de Marine le Pen qui attaquent Jean Michel Apathie mais le silence de Macron (qui a dit il n'y a pas si longtemps que la colonisation était un crime contre l'humanité) est bien là. C'était l'occasion de répéter et de réaffirmer ses propos, mais son silence en dit long.

Qu'il soit en accord avec l'extrême droite très souvent n'est pas surprenant. Mais de plus, il y a un marqueur : le rapport à la politique de l'immigration. On se souvient, en 2017, d'un candidat allé d'une manière peut-être excessive à Oradour-sur-Glane puis au mémorial de la Shoah pour bien montrer qu'il était contre l'extrême

droite de Madame Le Pen. Mais en décembre 2023, non satisfait de voter au parlement européen et à l'assemblée nationale sur tout ce qui peut détruire les droits sociaux, les droits des femmes, des droits des travailleurs, la justice sociale et fiscale avec l'extrême droite, les extrêmes centristes ont voté une loi immigration répondant à une demande de Madame Le Pen, lui donnant ainsi une victoire idéologique dont elle s'en est vantée avec un grand sourire de satisfaction.

Cette pente extrême centre, extrême droite, va beaucoup plus vite qu'on ne le pensait. Aujourd'hui l'extrême centre c'est la droite, ontologiquement, culturellement, fiscalement, socialement, c'est très clair. Il reste quelques marqueurs sociétaux, ils sont un peu moins homophobes, un peu moins racistes que la droite mais cela est très relatif. Bien sûr il y a eu la constitutionnalisation de l'IVG qui demeure et distingue de la droite, mais cette constitutionnalisation n'est que symbolique, et elle peut être retirée comme elle a été mise place. Quant au sujet de la politique environnementale, de la politique sociale, du rapport même à la science ou à la raison, on se souvient d'un Emmanuel Macron qui a dit que « *c'est l'université française qui fracture en deux la société pour cause d'islamo-gauchisme* ». C'est aberrant et malheureusement pas très différent de ce que disent Mr Trump et Mr Vance en ce moment.

Le terme d'extrême centre aujourd'hui un marketing politique. il y a certes une extrême gauche et une extrême droite, mais l'extrême centre est la nouvelle tendance politique révélant qu'il faut être extrême pour se faire entendre.

Tout repose sur l'ambiguïté du terme de cette expression proclamée par des gens de droite d'un point de vue social, économique et fiscal, tout en se prétendant au barycentre, à équidistance des extrêmes, incarnant la raison ; le gouvernement des meilleurs, des techniciens etc. : L'excellence.

En termes de ressources humaines, puisque c'est le terme que ces gens apprécient beaucoup, on ne peut pas dire que des Gabriel Attal, François Bayrou, François de Rugy et Emmanuel Macron nous aient émerveillés par leur brio intellectuel et moral ou par leur expérience, leur culture ou leur intelligence. Si l'on compare leur chef à OSS 117 tous les quatre matins c'est bien qu'il y a une raison.

Une des prétentions de l'extrême centre pour être dominant, c'est bien d'incarner la raison, incarner l'excellence. Or ces gens sont tout sauf excellents, leur bilan en témoigne. Cela peut paraître subjectif mais 1000 milliards d'euros de déficit sur sept ans c'est au contraire très objectif. Même s'il y a eu le Covid, 200 milliards d'euros de subventions non

conditionnées aux entreprises privées par an pour cette fameuse politique de l'offre qui ne fonctionne pas, c'est très objectif. La suppression de l'ISF qui a coûté si cher au trésor public et maintenue coûte que coûte, au mépris de la promesse de politiques test et d'y revenir si cela ne marche pas. Tout ceci, c'est une vieille histoire. Ils prétendent incarner la raison et la vérité universelle alors qu'en réalité, le plus prosaïquement et plus benoîtement, ils défendent les intérêts les plus égoïstes d'une certaine classe, d'une certaine clientèle politique. Et ils s'y tiennent mordicus jusqu'au bout et de manière forcenée. On le voit au niveau mondial avec des Trump qui vont désormais violer le droit international pour saisir directement des terres dont ils ont besoin.

Comme nous l'avons déjà rappelé ce qui est très intéressant c'est que le terme d'extrême centre a déjà été utilisé par François Bayrou il y a une vingtaine d'années, revendiqué aussi par Emmanuel Macron sans qu'ils sachent très certainement ni l'un ni l'autre ce que cela voulait dire et comment cela avait été théorisé par Pierre Serna, Alain Deneault (*La médiocratie pollue tout*) et Tariq Ali (*The extreme centre A warning*) .

Mais pour promouvoir ces idées de centristes qui véhiculaient l'image assez bourgeoise molle, un peu ventripotente, il fallait se parer d'une forme de superlatif d'extrême.

Pourrait-il y avoir un parti de l'extrême centre aujourd'hui en France ? Oui, et il s'appellerait la droite tout simplement. C'est Ensemble pour la République, c'est le groupe de Gabriel Attal qui n'a que des solutions de droite à proposer sur tous les sujets. Mais oui Gabriel Attal, qui rappelons-le a proposé lors des élections législatives de se désister pour le Nouveau Front Populaire. Oui, mais il faut voir comment fonctionne le report de voix, comment les électors réagissent en termes de discipline républicaine : les électeurs de gauche ont appliqué ce report à plus de 75 %, les électeurs de droite au-dessous des deux tiers voir des 50 % et c'est une constante, la proposition apparaît donc comme opportuniste.

Revenons sur les origines allemandes de ce « *Libéralisme autoritaire* », expression forgée en 1932 par le juriste allemand Herman Heller, professeur à l'université de Francfort. En analysant la pratique du pouvoir de Von Pappen et de Karl Schmith, économiste et juriste en soutien de Von Pappen, il a forgé cette syntaxe du libéralisme autoritaire du même genre d'oxymore que « l'extrême centre ». Il convient d'insister sur la comparaison de cette syntaxe « Libéralisme autoritaire » au regard de la situation

d'aujourd'hui. Karl Schmith, le juriste de la république de Weimar, a participé aux travaux sur sa constitution qu'il combattait, dénonçant d'une part « *le déclin de la loi, concurrencée désormais par le décret-loi, c'est-à-dire par l'activité par-législative du gouvernement* » et d'autre part « *le caractère suicidaire du principe libéral de l'égal accès au pouvoir qui favorise les partis extrémistes qui s'en servent pour accéder au pouvoir* ».

Revenons aussi tout particulièrement sur l'article 48 de notre constitution concernant le régime présidentiel. Il faut rappeler, ce que beaucoup ignorent, que la constitution de 1958 de De Gaulle est directement dérivée de la constitution de la république de Weimar telle qu'elle a été mutilée à partir de 1930 par une pratique autoritaire présidentialisante du pouvoir sur le fondement du pouvoir d'acception. Dans le chapitre 42 de son livre *Histoire sociale de la France*, Gérard Da Sylva, historien, qualifie la constitution de 58 d'autoritaire avec son « *coup d'État permanent* », contraire aux traditions démocratiques, dénonçant son caractère anti-sociale, anti-démocratique et anti-laïque.

Alors à la question, y a-t-il un lien entre le libéralisme autoritaire et la démocratie libérale : oui, le libéralisme autoritaire peut conduire à la démocratie libérale comme à la dictature pleine et entière où encore une fois il s'agit de défendre certains intérêts de manière forcenée sans aucune compromission. Au rebours d'ailleurs de ce que prétendent toujours être les centristes, tempérés et pour le compromis. Non, quand il s'agit de défendre certains intérêts, leurs intérêts, ils sont sans compromis ni compromission.

En fait l'extrême centre se satisfait de la démocratie quand le pouvoir reste à droite ; et lorsqu'il est nécessaire de contrer la montée d'un parti de gauche, il utilise tous les articles de la constitution qui lui permettent de maintenir sa politique.

Et c'est ce que fait Macron avec cette constitution de Weimar qui régit la France (Constitution de 1958).

Est-il utile de poser la question : qui incarne aujourd'hui cela dans le monde aujourd'hui ?

Sur la planète, à peu près toutes les droites sont au pouvoir y compris en France. La pointe avancée, le paroxysme de ce phénomène, c'est de fait Donald Trump. Il ne suffit pas de dire que c'est horrible ce qui se passe aujourd'hui aux États-Unis, il faut admettre qu'il y a déjà des ferments de tout cela chez nous depuis 2017. Remettre en cause l'autorité de la science, remettre en cause l'autorité de l'État de Droit, défendre mordicus des politiques qui ne fonctionnent pas, qui sèment du

malheur social et environnemental parce que cela sert certains intérêts privés, on en voit la version monstrueuse, paroxystique et très violente avec Donald Trump, mais c'est en germe un peu partout y compris chez nous. Stéphane Foucart, journaliste au *Monde*, l'a très bien dit il y a quelques jours dans sa chronique du Monde : « *Attention quand on parle de Trumpisme il est déjà chez nous depuis un moment* ». Ce qui déclencha la réaction de Pascal Praud sur Cnews « *Attention car le Monde est devenu d'extrême gauche* ». Citer Cnews et Pascal Praud c'est évoquer Vincent Bolloré. Johann Chapoutot explique dans son dernier livre que Bolloré est une figure de cet extrême centre d'aujourd'hui et consacre un chapitre aux médias. Il procède par comparaison avec la manière dont des médias ont totalement « nazifié » l'espace public allemand avant même l'arrivée des nazis au pouvoir en Allemagne à la fin des années 20. Les Allemands n'étaient pas plus racistes, belliqueux, antisémites et orduriers que d'autres. C'était une nation raisonnablement sympathique. Mais par contre, des intérêts privés puissants ont décidé d'infléchir l'espace public un peu comme en France aujourd'hui, Johann Chapoutot précise que lorsque l'on observe les valeurs en population en général, en se référant au livre de Vincent Tiberj sur le mythe de la droitisation française, on se rend compte que personne ne veut écraser la gueule du voisin ou gagner de l'argent au prix de la destruction de la planète. Les valeurs sont plutôt de solidarité, de partage et de tolérance. Mais par contre il y a un miroir inversé de cette société française. Tous les jours, 24 heures sur 24, les médias payées pour cela, violent cet état de fait régulièrement et servent une extrême droitisation de la société française. Et pour ne pas parler des vrais problèmes de société comme par exemple la destruction de l'environnement ou la croissance criante des injustices sociales dans ce pays, vont hurler dès la première femme voilée qu'ils croisent dans la rue.

Y a-t-il un continuum avec l'extrême centre politique, Emmanuel Macron, tous les hommes politiques qui nous ont gouvernés depuis 2017 et la « bollosphère » ? N'y a-t-il pas encore un distinguo ? Car c'est très curieux, en ce moment la bollosphère attaque vigoureusement Macron à propos de l'Ukraine. Et les Macronistes ont l'air de s'en émouvoir et de découvrir que c'était dangereux de pactiser avec l'extrême droite. A ce sujet les contacts contre la macronie et la bollorie sont très documentés depuis longtemps et c'est toujours la même histoire au fond. Les gens qui pensaient pouvoir faire une alliance arithmétique avec l'extrême droite et maîtriser le monstre se

rendent compte en fait qu'ils ont enfanté le Monstre de Frankenstein.

Nous signalons a propos du livre : *Histoire sociale de la France*, l'excellent livre de Gérard da Sylva, aux Éditions Matériologiques.

Qui donne une vision de l'histoire d'un autre angle que l'officielle établie par les dominants.

<https://materielogiques.com/fr/essais-2427-4933/418-histoire-sociale-de-la-france-de-la-guerre-des-gaules-aux-luttes-contemporaines-9782373614688.html>

La fenêtre d'Overton

Comment ce qui était inconcevable devient-il avec le temps acceptable, raisonnable et populaire ? En fait, le temps ne fait rien à l'affaire. C'est par un matraquage médiatique (journaux, télé, radios) permanent par ces médias détenus par des groupes d'intérêts que, petit à petit, les idées rejetées auparavant finissent par être acceptées puis souhaitées, c'est cela la manipulation.

La **fenêtre d'Overton** est une métaphore qui désigne l'ensemble des idées et opinions considérées comme acceptables dans le débat public à un moment donné. Développé par Joseph P. Overton, le concept montre que la viabilité politique d'une idée dépend moins des convictions personnelles des responsables politiques que de sa position dans cette « fenêtre » d'acceptabilité. Cette fenêtre peut évoluer avec le temps : elle peut s'élargir, se déplacer ou se rétrécir, en fonction des changements dans l'opinion publique.

Les idées passent par différentes étapes : d'abord **impensables**, elles peuvent devenir **radicales**, puis **acceptables**, **raisonnables**, **populaires**, et enfin être intégrées comme **politiques publiques**. Des groupes peuvent chercher à influencer cette évolution, notamment en utilisant des stratégies de communication, des modifications lexicales ou l'influence culturelle pour déplacer la fenêtre et faire accepter des idées auparavant rejetées.

Un exemple extrême utilisé pour illustrer ce mécanisme est celui du **cannibalisme**: en le présentant d'abord comme un sujet scientifique,

puis en adoucissant le vocabulaire, en le justifiant par des arguments extrêmes, en l'intégrant dans la culture populaire, il pourrait, théoriquement, devenir un sujet de débat légitime, voire de politique publique. Ce scénario montre comment une idée peut évoluer dans l'opinion publique jusqu'à être normalisée.

Des concepts similaires ont été exprimés par des penseurs comme **Anthony Trollope** ou **Frederick Douglass**, et des théories comme celle des **sphères de Hallin**. La fenêtre d'Overton reste aujourd'hui un outil utilisé autant pour analyser les mouvements d'opinion que pour les influencer. Elle est également représentée dans la culture populaire, comme dans le roman *The Overton Window* de Glenn Beck ou la série *La Fièvre* (2024).

L'Anarcho-syndicaliste

Association des Groupes Fernand Pelloutier
Korn an Tan - 640 rt de Lezeret
29810 PLOUMOGUER

Fondateur de publication:

Alexandre HÉBERT

Directeur de publication:

Marc HÉBERT

N° SIREN :

890 475 460 - CPPAP: 1125 P 11527 - ISSN: 0398-6829
publicimo :

codico 04384049 D.T.PR N° 029/21/085-AN

Imprimerie spéciale de l'association :

Groupes Fernand Pelloutier

Dépôt légal:

Bibliothèque nationale de France

Sites : <https://anarcho-syndicalisme.org>

Contacts: Anarcho-syndicaliste@protonmail.com



De la nécessité de ne pas croire au vote...

Comme seul moyen de se faire entendre ! Une petite histoire argentonnaise.

Le mouvement des gilets jaunes aurait dû éclairer les centrales syndicales sur les évolutions en cours dans le monde du travail, il n'en fut rien.

Deux attitudes ont caractérisé le mouvement des syndicats vis-à-vis des gilets jaunes dans l'Indre. La première portée par la FSU fut l'hostilité pure et simple, la deuxième portée par une partie de la CGT fut une volonté de récupération. FO resta à mi-distance des deux positions.

Dans l'Indre, le mouvement contre la réforme des retraites fut un moment paroxystique, le mouvement jaune faisant partie du passé, il devait se taire et se fondre dans des manifestations organisées par l'intersyndicale avec la bénédiction de la NUPES. Les tracts en écriture étaient écrits dans un verbiage à destination de la petite bourgeoisie. La colère était forte, les manifestations furent importantes.

Pourtant, même réduit, même résiduel, le mouvement jaune refusa de se taire, refusa de s'aligner sur une intersyndicale en grande partie inféodée à la « *gauche sapiniste* », rebaptisée Nupes, puis NFP et blanchie pour l'occasion. Cette « *gauche sapiniste* » a une équation simple dans la tête : toute personne qui s'oppose à elle est en-dehors de la raison, du temps et de la vertu. Tout simplement, tout opposant est qualifié d'extrême-droite ou de complice de l'extrême-droite. On parle de « *gauche sapiniste* » car la figure tutélaire reste Michel Sapin, sa famille et son clan. Le même Michel Sapin ardent défenseur de la deuxième gauche, maastrichtien de la première heure, grand Chambellan de François Hollande pendant tout son mandat et qui fut dans toutes les destructions de tous les conquies sociaux : code du travail, retraite, inspection du travail...

Une gauche donc très peu sociale, surtout passionnée par son réseau. La monnaie est même une des passions déclarées de Michel Sapin. Le centre névralgique de cette gauche est la mairie d'Argenton, elle irrigue sur l'ensemble de la région Centre-Val de Loire. Cette gauche très hollandiste qui a soutenu tous les errements antisociaux de Hollande et de son ministre Macron, veut faire oublier qu'elle a accentué la dérive de l'hôpital, la casse du fret, la casse de l'inspection du travail, la loi travail et la loi Touraine portant à 43 ans le nombre d'annuités... On connaît le blanchiment d'argent, là on a un blanchiment en règle des serviteurs du capital. Blanchie par la sainte opération du NFP, cette gauche arrogante,

népotiste et antisociale revendique avec une arrogance folle « *le monopole du cœur* ». Une gauche non socialiste, c'est-à-dire sans projet socialiste, est une gauche affairiste qui cache son dessein maastrichtien par des belles promesses. Vendre des illusions est la pire des choses. Les électeurs français de 1981, comme les électeurs grecs de Syriza en 2015. Rien que pire que les promesses de ceux qui, une fois au pouvoir, n'auront de cesse que de piller les caisses de l'État tout en laissant la marchandisation du monde opérer.

Qui peut s'étonner que dans une manifestation sur les retraites à Châteauroux (11 février 2023) la « *Pasionaria* » de la gauche syndicale FSU, celle qui a constamment dégueulé sur les gilets jaunes, se lance dans une course poursuite avec les gilets jaunes mettant en insécurité la manifestation dans son ensemble ? Je suis en tête du cortège à l'époque avec une chasuble FO, d'un seul coup on nous dit qu'« elle en a marre ». Marre de quoi ? Des gueux ? Sans ménagement le groupe de tête est dégagé et la nervi se lance dans une course poursuite avec le tracteur des gilets jaunes. Manifestation de haine de classe que de voir cette personne, sans mandat de l'intersyndicale, contourner puis tenter un rodéo pour doubler la poignée de gilets jaunes en avant de l'intersyndicale. La gentille Nouvelle République (presse de l'indre), oscillant entre le macronisme et le sapinisme, préféra pointé la responsabilité de l'intersyndicale dans cette course plutôt que de désigné cette personne. Personne ne dira rien, la « *pasionaria* » est un enfant du sapinisme, elle a grandi pendant tout le règne et personne ne s'étonnera de la voir à la tête du comité de soutien à Clément Sapin, le fils de Michel Sapin, lors des élections législatives. Le père était présent au QG de campagne, le fief est héréditaire. Une autre personne apporta son soutien à Clément Sapin, l'homme de cirque François Ruffin. Dans une vidéo pathétique et presque honteuse, le jésuite estimait que vu que Sapin apportait la culture aux gueux, il était normal que les gueux apportent leur soutien à Sapin. Celui-ci leur apporterait la santé. Cela fait 40 ans que la gauche se cogne du désert médical, médico-social et vétérinaire... mais on devrait voté pour celui qui nous a apporté la culture à nous pauvre gueux. Sans blague. Sans concertation, la « *gauche sapiniste* » et ses alliés verts ont fermé un pont à la circulation compliquant les mobilités

pour tous les travailleurs et encore plus pour les transporteurs, les aides à domicile... mais qu'importe le climat justifie tout. Sur le même principe, on aura bientôt les poubelles au poids. Un nouveau directeur, dont la femme est une élue d'Argenton, a été nommé, dans sa feuille de route augmenter les taxes des locataires qui n'ont pas de jardin, autrement dit mettre en place une redevance incitative.... N'en jetons plus, ce mélange de népotisme et d'éco-citoyenneté est tout sauf social et écologiste. Il est possible aussi de parler de l'affaire du CADA de Belâbre, où dès qu'une personne critiquait, non pas le projet d'hébergement de réfugiés, mais l'association Viltais, elle était immédiatement traitée de fasciste. Enfin, quand la FSU de l'Indre était en tête pour demander toujours plus de protocole pendant la crise sanitaire, les gilets jaunes demandaient eux l'abandon du pass sanitaire. Il est aujourd'hui possible de dire que le divorce est total. On ne mobilisera personne avec des inféodés, des gens qui font partie d'un clan et qui ont dégueulé sur le peuple quand celui-ci s'est manifesté.

Mieux vaut avoir des remords que des regrets disent certains, certains disent qu'Alexandre Hébert vota Mitterrand et qu'il le regretta ensuite. L'époque n'était pas la même. La gauche après plus de 30 ans d'opposition au gaullisme puis au giscardisme pouvait paraître comme une « rupture » pour reprendre les mots du candidat Mitterrand. Aujourd'hui, on a vu les règnes de Mitterrand, Jospin et Hollande, et on sait qu'il n'y a pas de rupture avec le capitalisme mais une volonté de répondre à ses moindres désirs. Encore une fois je le répète, la fin de l'indépendance de l'inspection du travail, la poursuite de la désertification médicale, la poursuite de la casse de l'hôpital, la casse du code du travail, la réforme retraite Touraine qui porte à 43 annuités de cotisation, la loi NOTRe qui entraîne la mise sous tension des services publics locaux et la naissance de Macron comme figure politique, c'est sous Macron ! Pour ma part, il est hors de question d'avoir confiance en ces gens-là. Le fait que Bruno Retailleau soit vilipendé pour sa participation à la manifestation pour tous (contre le mariage des couples homosexuels) et que rien ne soit dit sur Boris Vallaud qui est l'homme du 49.3 pour la loi travail qui a permis de mettre fin au principe de faveur conquis pendant le Front Populaire montre une réalité : le sociétal prime sur le social. Autrement dit, les droits des travailleurs passent après les droits sociétaux. On ne peut pas pardonner d'un côté et de l'autre on peut sans problème : c'est moins grave de casser le droit des travailleurs. Quand le même Vallaud dit à

l'assemblée à l'adresse des députés du Rassemblement National « Nous avons un **héritage** à défendre, vous avez des **héritiers** à gérer », il oublie ou feint d'oublier que lui et ses amis ont cassé cet héritage et qu'il voulait même aller vite, le député Vallaud à l'époque, conseiller de Hollande, il voulait un 49.3 contre le monde du travail !! Non seulement, il fait preuve d'amnésie, de félonie mais en plus il ne l'assume pas ce brave député qui est porté en modèle par toute la « gauche sapiniste » dans le fief de Michel Sapin et ses mouvances. En sacrifiant l'héritage, Monsieur Vallaud a fait sauter toutes les digues, il oublie ce qu'était le programme du CNR (programme de la Résistance en 1945) et la vocation de celui-ci. Donc pour ma part, je ne serai pas dupe. J'ai voté pour la municipalité en 2016 sans réfléchir, je l'avoue, je ne recommencerai pas cette erreur. Le pire étant dans cette histoire, la capacité qu'a cette municipalité à nous gaver de communication sur la « *démocratie permanente* » ou la « *démocratie participative* » alors que toutes les décisions sont prises de manière verticale, pyramidale et souvent dans l'intérêt d'une minorité de gens.

Le pouvoir d'achat est la première préoccupation des français et les syndicats sont incapables de lancer un mouvement pour la hausse des salaires, incapables aussi, comme le voulait Pascal Pavageau, de prendre en compte les nouvelles formes de travail (plateforme, service civique, stages, intérim, cdd,...). On a eu le droit à une journée d'action dans la division syndicale s'aligner sur un calendrier politique et puis se saborder ! Trois petits tours et puis s'en vont ! Et puis, on a eu aussi le droit à un texte œcuménique signé avec le MEDEF pour la stabilité gouvernementale. Intégration corporatiste voire supplétif du politique ? On est très loin du compte et de ce que doit être un syndicat. Encore, une fois il faut rappeler que les journées d'action avec des tracts en écriture inclusive sans revendication et sans volonté de rapport de force ne mènent à rien sinon à l'épuisement. Il y a des endroits plus charmants pour faire des randonnées qu'avec des bureaucrates syndicaux et sans perspectives gérant la distribution de soupe sous couvert de leur direction nationale.

Donc pour les élections municipales, je suis pour l'abstention ou pour des listes d'intérêt local, comme Robert Bothereau en son temps, je ne suis en aucun cas pour soutenir des gens se font passer pour des oies blanches alors qu'ils ont tout cassé au niveau national. À un niveau local, je suis contre tout népotisme et clientélisme qui est une lente dérive qui prospère en parallèle de la destruction

des services publics et les postes à profils. Sur ce point, les nominations dans la fonction publique territoriale sont surprenantes et il est légitime de se demander si c'est bien les compétences qui sont visées. Enfin, au niveau syndical comme politique, je pense qu'il faut rompre avec « les copains d'abord ». Dans un objectif de convivialité comme Brassens, c'est le top mais pas pour le reste. Le militantisme ce n'est pas verrouiller des

appareils, des communes, des communautés de communes, mettre des copains et caporaliser. Cette logique est insupportable, c'est elle qui nous détruit et qui fait que petit à petit dans les syndicats et dans le pays, des procès en sorcellerie dignes de Salem refont surface, que la libre pensée disparaît au profit du consensus de l'orthodoxie maastrichtienne.

Samuel



DÉSARMEMENT

Entre 2017 et 2025, le budget de la défense est passé de 32 milliards à 50 milliards soit une augmentation de 73 %. Aussi Macron, ce 18 mars à Luxeuil, devant un parterre de militaires a déclaré : « *Nous disposons désormais de l'armée la plus efficace du continent, la plus dotée et entraînée* ».

Le 5 mars, il avait donné le prétendu fin mot de l'histoire : « *Au-delà de l'Ukraine la menace russe est là et touche les pays d'Europe, nous touche. La Russie a déjà fait du conflit ukrainien un conflit mondial... La Russie tente de manipuler nos opinions avec des mensonges diffusés sur les réseaux sociaux, au fond elle teste nos limites. Elle le fait dans les airs, en mer, dans l'espace et derrière nos écrans* » Et en ajoutant : « *Qui peut donc croire dans ce contexte que la Russie d'aujourd'hui s'arrêtera à l'Ukraine ?* ».

Pour donner la mesure du sérieux de la situation, est annoncée la distribution d'un kit d'urgence présenté officiellement comme efficace en cas de : « *Coupures d'électricité, de gaz et d'eau courante, routes impraticables... lorsqu'une catastrophe majeure survient, les premières 72 heures sont souvent les plus éprouvantes. Ce kit préparé à l'avance vous permettra de rester chez vous plus sereinement dans l'attente des secours. Il vous sera aussi très utile en cas de départ précipité.* » C'est sûr qu'avec ça on peut voir arriver tranquillement la troisième guerre mondiale. À moins que tout ceci ne soit que du vent, celui de la propagande.

Comme toutes les occasions sont bonnes pour faire de l'anti-social, il y a aussi un décret, publié le 23 mars 2025, qui vient étendre la possibilité de

recourir au CDD d'usage (CCDU) à l'armée française pour les emplois liés aux activités mentionnées à l'article L.3421-1 du Code de la défense. Concrètement, il s'agit des personnes employées pour assurer le soutien logistique et la fourniture de services, de denrées et de marchandises militaires aux formations militaires en opération à l'étranger. Ce décret, pris par le Premier ministre, l'a été à la demande du ministère du Travail, modifie le code du Travail avec un cdd reproductible indéfiniment, sans indemnité et sans délai de carence entre deux contrats.

Tout ceci, autant le dire, n'est que billevesées, mensonge invétéré pour contraindre à privilégier les dépenses militaires au détriment des dépenses sociales. On a déjà entendu cette chanson.

On se souvient que dans les années 1980, à l'époque de Reagan, nous avons déjà eu droit à la diabolisation de la Russie avec une armée tentaculaire menaçant le monde. Tout ça pour mettre en place un système de défense, la guerre des étoiles, au coût pharaonique. Finalement, en 1987, la comédie devait se terminer par l'accord de désarmement entre Reagan et Gorbatchev.

Qu'à cela ne tienne les mêmes propagandistes mondains en faveur de la guerre recommencent pour faire la guerre à l'Irak, assurant que ce modeste pays, qui venait de connaître une guerre de huit ans contre l'Iran, avait la « *quatrième armée du monde* », diabolisation achevée en faisant de Saddam Hussein le nouvel Hitler.

Comme l'écrivait, après coup, le *Monde* du 20 mars 2003, « *Les télévisions s'adaptent et couvrent. "L'Irak possède la quatrième armée du monde", martèlent journalistes et experts. Les populations*

s'interrogent : l'armée de Saddam pourrait-elle rivaliser avec les grandes puissances en cas de confrontation ? On veut comprendre, se faire son idée, éviter les approximations, bref s'en tenir aux faits. »

Tout ceci n'était que mensonge, bluff afin de dissimuler l'odeur du pétrole irakien unique motif de cette guerre. Tout en déclenchant une guerre faisant des centaines de milliers de morts civils du fait de l'armée « alliée » avec les États Unis ; et ce en toute impunité.

Donc aujourd'hui comme hier, la « menace russe », c'est bidon. L'armée russe n'a même pas été capable d'approcher Kiev et la guerre est impopulaire tant en Russie qu'en Ukraine et les deux armées à genoux. Et l'on veut nous faire croire à une menace sur Paris, à 2500 km de distance !

Reste le programme des lobbies défendu par Macron, bien qu'ayant perdu les élections législatives et se foutant du suffrage universel : imposer un modèle de société autoritaire et liberticide avec un État réduit à l'armée et la police et à faire des cadeaux fiscaux aux entreprises privées.

Aucun républicain, aucun démocrate ne peut accepter ce baratin belliciste frelaté et sa dérive autoritaire.

Non à la guerre. Non à la course aux armements.

Non aux marchands d'armes, leurs actionnaires, leurs agents politiques et dans les médias.

Oui aux investissements massifs dans les services publics sociaux.

Oui à un traité de désarmement !

E.Morel



Ah ! Quelle belle indépendance que voilà

Pour ma part n'ayant jamais été partisan de la devise « *la fin justifie les moyens* », je ne peux dans l'immédiat que produire ce tout petit inventaire qui invalide les fameuses déclarations d'indépendance de l'institution judiciaire et je renvoie aux deux derniers numéros de l'AS où nous abordons le sujet de la justice.

Voici un joli petit catalogue auquel manquent les détournements de fonds publics organisés par JC Mailly, Yves Verrier et Frédéric Souillot (secrétaires généraux de la conf Cgt-FO) pour un montant total de 2,5 millions d'euros cumulés depuis 2008 et qui constituent une laisse autour du cou de FO ou une muselière comme il conviendra. Sois sage camarade sinon ...

Pascal Pavageau avait bien analysé les comptes et il avait demandé au CCN de décider la mise en place d'une expertise comptable. En réponse il fut liquidé et mis en demeure de démissionner. Les putschistes prirent de force les commandes et ne les ont pas relâchées depuis. Ils s'approprient à poursuivre la destruction de la confédération en hurlant « sauvons la démocratie dans le front commun - le Front républicain »

Cet état de fait incontestable « détournement de fonds publics » devrait déclencher une réaction vive et l'exigence par le vote d'un audit interne par un organisme indépendant de la comptabilité de la confédération. Pour pouvoir ouvrir sa gueule et reprendre en main l'orientation confédérale il faut avoir les cuisses propres.

- La relaxe de Bayrou par ce même Tribunal judiciaire pour des faits identiques,
- la relaxe de Dupond-Moretti par la CJR contre la jurisprudence constante,
- l'annulation de la mise en examen inédite d'Agnès Buzyn par la Cour de cassation, son non-lieu sur le COVID,
- le non-lieu sur la Chlordécone
- le non-lieu pour Darmanin (pas même mis en examen malgré l'aveu d'un chantage sexuel),
- l'enterrement de l'affaire Business France - Muriel Pénicaud,
- l'enterrement du Fonds Marianne,
- l'affaire UberFiles (deal secret entre Uber et Macron),
- l'affaire des Mutuelles de Bretagne,

-le classement sans suite pour le coffre de Benalla (toujours dans des palaces),
 -les milliers de procédures contre des gilets jaunes,
 -l'absence d'enquête sur les violences ordonnées par Édouard Philippe, Christophe Castaner et le préfet Lallement, l'absence de condamnation pour les éborgnements et mutilations,
 -l'absence de poursuites contre Bernard Arnault pour l'espionnage de Ruffin,
 -L'absence de vérification des comptes de la société de conseil de Mr Richard Ferrand, créée en 2022 suite à son échec aux législatives, notamment sur les 380 000 € provenant de l'étranger qui figurent à l'exercice comptable clôturé au 31 12 2023. Absence d'autant plus choquante compte tenu de sa désignation au poste de Président du conseil Constitutionnel. (*Nouvel Obs* 5 02 2025)

Et encore, ce n'est que ce qu'on voit.

« Car des groupes Télégrams incluant des membres de cabinet qui ont permis de véhiculer des instructions à des magistrats serviles et qui ont accepté des compromissions et ont ainsi sali la magistrature par les promotions éclairs à ceux qui se compromettent en passant par mille scandales d'enterrements discrets, de persécutions calibrées » c'est ce qu'affirme Juan Branco et il ajoute qu'il

pourrait écrire plusieurs livres sur ce que, sous ce pouvoir, la justice est.

Que l'on ne vienne pas jouer les vierges effarouchées lorsque l'on s'est à ce point offert à un pouvoir.

Je plains les magistrats qui ont à se tenir droit, à l'intérieur de ce système, et je loue ceux qui, au cours de ces années, auront cherché à résister.

Ils sont l'honneur d'un monde qui a définitivement cessé d'en avoir.

Juan Branco dans une publication du 31 Mars écrit " je serais assez curieux que ceux prétendent que la justice n'est pas orientée par le pouvoir politique me disent, a tout hasard, ou en est l'affaire McKinsey(2,5 milliards d'euros de détournement de fonds publics)".

Pour ne pas surcharger ce qui serait de mauvais goût, nous n'évoquerons que furtivement la scandaleuse vente de Alstom aux Américains qui en d'autres époques aurait justifié un renvoi devant la justice pour haute trahison.

Et attendons de voir le dossier de l'eau de Vittel avec Mr Alexis Kohler ex secrétaire de l'Élysée, bras droit de Macron.

« L'indépendance de la justice », j'ai du mal à m'empêcher de rire quand je prononce cela.

Rappel du N° 238 de l'AS lire le livre de Joy Soman

Marc Hébert



La vassalité de l'Occident mène à la guerre de l'énergie.

Le conflit Ukrainien est avant tout un antagoniste économique entre les USA et la Russie, il en résulte une volonté américaine de désaccoupler la provenance d'une énergie russe bon marché pour l'Europe et de rendre les produits américains compétitifs.

La tentative de spoliation que mène l'Occident contre la Russie en vue de s'approprier les richesses de son sous-sol a été confirmée une fois de plus par le projet de partition en 34 États et 19 États à Prague. (1 et 1bis)

Entre une volonté et une réalité, il y a souvent tout un monde avant que des chimères se concrétisent. Pour preuve Donald Trump qui est aujourd'hui le 47^{ème} président des États Unis, suite au déclassement de son pays sur la scène internationale et de la dédollarisation en cours doit

tenir compte de la montée en puissance de la Chine, l'Inde, la Russie dans les BRICS.

L'issue du conflit en Ukraine en faveur de la Russie l'oblige de trouver un accord en Ukraine qui préserve les intérêts russes et au mieux ceux des USA.

Un cessez le feu ne pourra être accepté dans le long terme par la partie russe qu'en étant accompagné par un processus avec engagement ferme en vue d'une paix durable. La méfiance des russes s'est trouvée exacerbée par la duplicité reconnue publiquement d'Angela Merkel le 7 décembre dans Die Zeit et François Hollande suite aux accords de Minsk.

Au regard de l'analyse de la situation, il semble que cela engendre un nouveau Yalta incertain, ou la souveraineté énergétique sera l'enjeu primordial dans l'économie.

Pour preuve le Nigéria qui dépendait des importations européennes concernant le pétrole raffiné, est en mesure aujourd'hui avec sa raffinerie Dangoté d'influencer les routes commerciales mondiales (2).

La création d'un conseil national de la domination énergétique aux USA le 14 février 2025(3) décidé par Donald TRUMP va de pair avec un possible accord global incluant la reconstruction de Nord Stream pris en charge par les américains où ceux-ci seraient au travers d'un droit de péage sur le gaz à destination de l'UE, mais aussi les ressources d'approvisionnement de l'uranium, de contrôler l'économie occidentale.

Plus besoin de canons, ni de missiles avec un contrôle de l'énergie tout le monde est au garde à vous et à genoux selon les diktats américains.

Pendant ce temps l'UE sous influence allemande propose un budget de 800 milliards afin de relancer les usines d'armement en Allemagne au détriment du budget alloué à la protection sociale et en incluant un plan de relance de l'énergie intermittente pour 300 milliards en France qui handicaperait les investissements français.

Une économie qu'elle soit industrielle ou pas ne peut fonctionner par intermittence.

Au moment où l'Allemagne va construire sa première centrale de fusion nucléaire au monde, on comprend mieux le rôle joué par Dominique Voynet qui vient d'être nommée au haut comité pour la transparence sur la sécurité nucléaire par la Présidente de l'Assemblée Nationale.

Gageons que cette nomination qui représente en soit un symbole de la trahison contre la souveraineté énergétique de la France, soit le dernier esclandre médiatique d'un comité qui sans être déterminant comme tant d'autres, disparaîtra de l'échiquier.

Cette ex-ministre, sous Jospin lors d'un entretien vidéo, s'est félicitée que le nucléaire ne pouvait pas faire partie des technologies retenues au titre des mécanismes du développement propre (4).

C'est ainsi que le projet Super Phénix d'indépendance énergétique (repris depuis par Bill Gates) via l'utilisation des déchets nucléaires comme combustible a été sabordé au profit de l'Allemagne en autres qui participe au financement des ONG anti nucléaires encore actuellement, trouve des relais dans le monde politique français, la Présidente de l'assemblée nationale et Macron.

Nous sommes dans une guerre de l'énergie où des politiques peu scrupuleux dans leur majorité opposent un intérêt personnel et idéologique à la souveraineté énergétique de l'État Français.

Cette guerre de l'énergie où la France avait plus de trente ans d'avance au moment de Super Phénix, nous a fait nous endetter et nous devons aujourd'hui au travers de nos factures et pas que sur le plan économique et industriel, en payer les conséquences (5).

La souveraineté de notre énergie retrouvée sera une étape pour une reprise en main des citoyens Français contre la classe politique corrompue. (6)

Patrick Brossard

1 et 1 bis : Guerre et paix. Jacques Baud, page 21 : carte présentée 34 Etats sur le site freenationsrf.org et page 22 : carte présentée 19 Etats au forum des Nations Unies de Russie 2022 à PRAGUE.

2 : Afrique Révélée du 29 janvier 2025 : l'Europe commence à ressentir les effets de la raffinerie de Dangoté.

3 : Energie : l'autre guerre mondiale que l'Europe ne veut pas voir. Fabien Bouglé

4 : Matinale de Tocsin : La France fait l'objet d'infiltrations étrangères. Fabien Bouglé.

5 : Matinale de Tocsin : Mme Voynet est la représentante de la trahison française. Fabien Bouglé.

6 : Pilleurs d'Etat : Philippe Pascot.

L'Anarcho-syndicaliste

Abonnement pour 10 numéros : 40 € TTC.

Abonnement de soutien : à partir de 50 € TTC .

Formulaire d'adhésion sur:

<https://anarcho-syndicalisme.org/>

Par courrier et chèque :

Chèque à l'ordre de :

L'association des Groupes Fernand Pelloutier

adressé à M.L. Pichon

30 rue Edouard Corbière - 29200 BREST

Par courriel et virement bancaire :

Adressé à :

anarcho-syndicaliste@protonmail.com

Virement à destination de :

FR 74 2004 1010 1109 9982 8D03 218

CCP: 09998 28D Nantes.

Familiale

La mère fait du tricot
Le fils fait la guerre
Elle trouve ça tout naturel la mère
Et le père qu'est-ce qu'il fait le père ?
Il fait des affaires
Sa femme fait du tricot
Son fils la guerre
Lui des affaires
Il trouve ça tout naturel le père
Et le fils et le fils
Qu'est-ce qu'il trouve le fils?
Il ne trouve rien absolument rien le fils
Le fils sa mère fait du tricot son père des affaires lui la guerre
Quand il aura fini la guerre
Il fera des affaires avec son père
La guerre continue la mère continue elle tricote
Le père continue il fait des affaires
Le fils est tué il ne continue plus
Le père et la mère vont au cimetière
Ils trouvent ça naturel le père et la mère
La vie continue la vie avec le tricot la guerre les affaires
Les affaires la guerre le tricot la guerre
Les affaires les affaires et les affaires
La vie avec le cimetière.

Jacques Prévert, *Paroles* 1946

Les délires des va-t-en-guerre sont tout simplement criminels.

« Il s'agit même plus de la France, ni de l'affaiblissement des élites aveugles et irresponsables. Il s'agit de savoir si nous allons collectivement marcher comme des somnambules jusqu'à la guerre, une guerre que nul ne peut prétendre qu'elle sera maîtrisée ou contenue. Il s'agit de savoir si nous acceptons d'envoyer nos enfants mourir parce que les États-Unis ont voulu à toute force implanter des bases aux frontières de la Russie. Quand on envisage d'envoyer des troupes occidentales au sol comme vient de le faire Emmanuel Macron pour jouer les cow-boys au moment où les États-Unis semblent abandonner la place de la grande gueule en chef, quand on livre des missiles longues portées dont la cible ne peut être que Moscou, il faut, si l'on est encore en démocratie, dire clairement aux citoyens, ce que cela signifie. (Natacha Polony : « *Macron envisage des troupes en Ukraine : réveillons-nous ou ce sera la guerre totale* » (édito Marianne 27 02 2024 à 18 heures)

Le *New York Time*, le 25 février a publié une enquête passionnante décrivant comment depuis 2014 la CIA a implanté 12 bases secrètes en Ukraine et formé les services ukrainiens pour espionner à grande échelle la Russie. On y apprend que les ukrainiens ont plusieurs fois dépassé les lignes rouges fixées par leurs interlocuteurs et organisé des exécutions ciblées contre des leaders russes ou séparatistes. On y apprend que ces personnels américains n'ont évidemment pas été évacués au commencement de la guerre, mais officient en territoire ukrainien et que, s'ils n'appuient pas sur la gâchette nous dit l'article, ils ajustent le tir. On le savait bien sûr. On se souvient du sommet de l'OTAN en 2008, dans lequel les Américains contre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel voulaient à toute force intégrer la Géorgie et l'Ukraine pour acculer la Russie dans ses frontières. On se souvient du documentaire de Paul Moreira sur Maïdan, qui révélait cette réunion à Kiev en 2016 où le patron de la CIA expliquait que là se situait la ligne de front ? Il ne

fallait pas le dire sinon on était un complotiste, un suppôt de Poutine. Les néo-conservateurs américains et européens ne veulent pas d'une paix négociée pour l'instant, il faut se battre jusqu'au dernier ukrainien. Et après, concrètement où est-ce qu'ils veulent nous mener ?

Cette déclaration met clairement en évidence que le récit des puissances occidentales est sujet à caution et que la version pro-Ukrainienne est très largement privilégiée au prix de beaucoup d'omissions, de mensonges ...

Les délires des va-t-en guerre apparaissent tout simplement comme criminels ! Ils poussent les Ukrainiens à se battre dans un combat perdu d'avance et ceci dès 2022 lorsque le 1^{er} ministre Anglais sur ordre des USA bloqua la signature de l'accord d'Istanbul entre les Russes et les Ukrainiens.

Il n'est pas habituel de se référer à une déclaration d'un ou d'une journaliste en tête d'un article de l'AS, mais cette déclaration importante, car Madame Natacha Polony n'est pas répertoriée comme anarcho-syndicaliste et ne s'en revendique d'ailleurs pas. Elle a une longue carrière de journaliste : au Figaro, Canal+ Le grand journal, la matinale de Europe 1, BFM TV, France Inter et beaucoup d'autres. Elle a été aussi directrice en chef de Marianne jusqu'au 9 janvier 2025.

Elle se revendique comme souverainiste et elle est « considérée » par beaucoup comme de droite. En 2012 elle affirme qu'elle partage les idées de Zémour à 95 %, mais que ce sont les 5 % qui font la différence, le critiquant vertement en 2019 dans la revue *Marianne*. À ceux qui estiment qu'elle est de droite, elle rappelle son engagement auprès de Jean Pierre Chevènement, qu'elle critique ouvertement la mondialisation, le libéralisme, le consumériste etc. En fait elle déclare se rattacher à la gauche

Jaressienne et se revendique d'une gauche qui n'aurait pas oublié le socialisme.

Dans sa déclaration de résistance, elle s'en prend au « *Au délire d'va-t-en-guerre* » à « *l'aveuglement de Macron et de ses acolytes* » à « *la folie suicidaire* » de nombreux gouvernements européens avec la France et l'Angleterre en tête de file.

Elle valide les déclarations de Jacques Baud et d'autres personnalités y compris de hauts responsables militaires américains qui depuis 2022 disent « *attention ce n'est pas si simple* » Maïdan est le résultat de manipulations de la population par les occidentaux, il y a bien eu des néonazis dans le camp ukrainien, les russophones ont bien été discriminés, bombardés dans le Donbass, les États-Unis avaient l'intention d'établir des bases militaires aux portes de la Russie.

Natacha Polony interroge : « *Allons-nous marcher comme des somnambules jusqu'à la guerre ?* ». « *En fait, il s'agit de savoir si nous acceptons d'envoyer nos enfants parce que les États-Unis ont voulu à toute force implanter des bases aux frontières de la Russie* ». Notre réponse est non, nous ne voulons pas mourir pour le capitalisme, nous refusons de cautionner cette guerre de conquête, ce massacre des ukrainiens et des Russes au profit de l'oligarchie financière mondiale.

Stop cela suffit !

Cette déclaration doit être le déclenchement de la mise en accusation des gouvernements Zelinsky, Biden, Macron, etc. Cette guerre, comme toutes les guerres, est un crime organisé et les auteurs et complices doivent être traduits devant la justice internationale, Zelinsky et sa garde rapprochée bien sûr comme le fut Slobodan Milosevic ex-dictateur de la Yougoslavie. En France, une procédure de destitution à l'encontre de Macron doit être engagée « *pour trahison et participation à une entreprise criminelle* ». Argumentant que la constitution lui donne les pleins pouvoirs pour organiser et décider de la politique internationale, il veut engager les forces armées.

Mais l'engagement de ces forces armées au bénéfice de qui ?

Des peuples européens, des ukrainiens ou des bases militaires américaines ?

Trahison de Macron « *La taupe des américains* ».

Les organisations syndicales auraient dû, depuis le début, manifester leur hostilité face à cette falsification des faits, à cette manipulation pour prendre en tenaille la Russie et ouvrir un conflit au bénéfice du capitalisme et contre les peuples. C'est le devoir absolu des syndicats de dénoncer les guerres.

Le courage est de chercher la vérité et de la dire.

Ce n'est pas nouveau de voir déclencher des guerres au nom de la démocratie du respect du droit, de la libre détermination des peuples, des valeurs humanistes, patati et patata ...l'Irak, la Libye, la Yougoslavie mais aussi actuellement le génocide des Palestiniens par l'état d'Israël c'est la même vérole.

« **Le sionisme est en train de s'autodétruire** »

L'historien israélo-britannique **Avi Shlaim**, figure majeure des « *Nouveaux Historiens* », par ses exposés, entretiens et livres décrit son évolution personnelle et intellectuelle vis-à-vis du sionisme et du conflit israélo-palestinien. Ancien soldat des **Forces de défense israéliennes (FDI)** dans les années 1960, il a d'abord cru au récit d'un Israël isolé, attaqué de toutes parts. Mais ses recherches dans les **archives israéliennes** ont radicalement transformé sa vision. Il y découvre un **Israël souvent agressif**, provoquant des conflits, refusant des opportunités de paix et s'inscrivant dans une logique expansionniste.

Avec exactitude et clarté éthique, il relate les nombreux crimes de guerre, y compris le génocide, qu'Israël a perpétré et normalisé contre le peuple palestinien, dont les droits à l'autodétermination et à l'humanité fondamentale ont été violemment bafoués et anéantis, au vu et au su du monde. Ce faisant, le livre propose une analyse sans faille de la logique raciste et coloniale qui encadre les pratiques politiques et militaires israéliennes.

L'accord d'**Oslo en 1993** avait suscité chez lui un grand espoir. Il croyait alors à un retrait progressif d'Israël des territoires occupés et à la création d'un État palestinien. Il reconnaît aujourd'hui s'être trompé : Oslo a été un

instrument de **domination déguisée**, vidé de toute sincérité par les dirigeants israéliens.

« Lorsque, sur la base des preuves, je tire des conclusions, je ne falsifie pas le tableau, je le décris tel quel. C'est ainsi que je me suis radicalisé : en dénonçant ce que j'ai vu dans les archives israéliennes, plutôt que sa propagande. »

Dans son livre « **Génocide à Gaza** », Shlaim franchit une étape supplémentaire dans sa critique. Il qualifie les actions actuelles d'Israël à Gaza de **génocide**, et affirme qu'il ne s'agit pas simplement d'un abus de langage. Mais les preuves sont accablantes et ne cessent de s'accumuler. C'est le premier génocide retransmis en direct. Les pays et les dirigeants ne disent généralement pas « nous commettons un génocide » et « nous voulons anéantir l'ennemi ». Ils le dissimulent généralement, tandis que les Israéliens parlent ouvertement de génocide.

Ce génocide, dit-il, est **ouvertement assumé** par les dirigeants israéliens. Il cite :

- **Isaac Herzog** : « Il n'y a pas d'innocents à Gaza » ;
- **Yoav Gallant** : « Nous sommes face à des animaux humains » ;
- **Netanyahou**, dont les propos visent l'éradication totale du Hamas, au mépris des civils.

Pour Shlaim, la **famine délibérément organisée** par Israël – via l'interruption totale de l'aide humanitaire à Gaza – est une preuve irréfutable : **la famine est utilisée comme arme de guerre**, ce qui entre pleinement dans la définition juridique du génocide.

Il dénonce également **l'hypocrisie des gouvernements occidentaux**, en particulier le **Royaume-Uni**. Il cite la déclaration du Premier ministre britannique **Keir Starmer**, qui justifie la coupure d'eau, de nourriture et d'électricité à Gaza au nom du « droit d'Israël à se défendre ». Shlaim réplique fermement : **Israël est la puissance occupante** selon le droit international. Elle **n'a pas le droit de se défendre contre la population d'un territoire qu'elle contrôle**. Son obligation est de **mettre fin à l'occupation**, pas de s'armer contre la population sous sa domination.

Il souligne aussi qu'**Israël a rompu de nombreuses trêves** que le Hamas avait pourtant respectées. Il rappelle notamment le **cessez-le-feu de 2008**, négocié par l'Égypte, que le Hamas avait honoré jusqu'au **4 novembre**, date à laquelle Israël a lancé un raid meurtrier, relançant les hostilités. Le Hamas proposait alors de renouveler la trêve, mais **Israël a refusé**, préférant déclencher l'opération **Plomb durci**.

Shlaim insiste sur le fait que **le génocide n'est pas une question de chiffres**, mais **d'intention**. Pourtant, même les chiffres sont accablants : 50 000 morts à Gaza selon les sources officielles, mais probablement **bien plus selon The Lancet, qui estime les victimes à 180 000**.

Concernant les dirigeants américains, il estime que **Joe Biden a été totalement inefficace**. Malgré quelques critiques timides envers les bombardements israéliens, **il n'a jamais suspendu les livraisons d'armes**, donnant ainsi carte blanche à Israël. **Donald Trump**, lui, affiche une vision encore plus brutale : il qualifie **Gaza de « site de démolition »**, envisage une réinstallation forcée des Palestiniens en Égypte ou en Jordanie voire au Soudan ou en Somalie, et propose une **transformation de Gaza en « Riviera » américaine**, une arrogance impérialiste assumée.

Shlaim évoque également les ambitions des extrémistes au pouvoir en Israël :

- **Bezalel Smotrich** (ministre des Finances) et
- **Itamar Ben-Gvir** (ancien ministre de la Sécurité nationale) appellent clairement au **nettoyage ethnique** de Gaza et de la Cisjordanie. Leur objectif final est **l'annexion totale de la Cisjordanie** et la négation de tout droit palestinien à l'autodétermination.

Face à cette réalité, Shlaim déplore **l'absence totale de réaction concrète de l'Union européenne, du Royaume-Uni, des États-Unis et de l'ONU**. Selon lui, **la communauté internationale est impuissante ou complice**, et laisse Israël agir **en toute impunité depuis 75 ans**.

Pour conclure, Shlaim affirme que **le sionisme est en phase d'effondrement**. Il voit dans l'actuelle montée de violence une **réaction désespérée d'un régime colonial en déclin**, et place son espoir non dans les gouvernements, mais dans la **société civile mondiale**, les étudiants et le mouvement **BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions)** seuls capables, selon lui, de faire basculer l'histoire vers la justice.

Le capitalisme vit une crise majeure. L'Occident, pour la première fois depuis des siècles, est en passe de perdre la suprématie mondiale. Les USA qui se considèrent comme les maîtres du monde veulent à tout prix garder leur place quitte à s'écarter de l'Europe ou plutôt à vassaliser l'Europe. Ils officialisent la situation créée par la mise en place de la constitution de l'Union Européenne après le non au référendum

de 2005 par le traité de Lisbonne, véritable viol de la démocratie.

L'indépendance de l'Europe est une chimère, l'UNION EUROPÉENNE est en fait une institution d'asservissement, elle élimine progressivement mais totalement toutes les dispositions de protection sociale, de la Sécu, des retraite par répartition, de l'assurance chômage, du service Public, du code du travail et de tant d'autres dispositions.

L'urgence n'est pas d'organiser une Défense Européenne mais de quitter L'UE et reprendre notre indépendance en rétablissant notre socle social et en supprimant les aides sans obligations de résultats aux entreprises et en rééquilibrant le rapport capital/travail et, ainsi, reprendre la main sur notre avenir avant d'être totalement dissous dans la mécanique USA.

Marc Hébert

SOMMAIRE

Allez, passez la monnaie pour l'oncle Sam.....	1
Gardes à vue d'un syndicaliste à Besançon.....	3
Extrême centre.....	4
De la nécessité de ne pas croire au vote.....	10
DÉSARMEMENT.....	12
Ah ! Quelle belle indépendance que voilà.....	13
La vassalité de l'Occident mène à la guerre de l'énergie.....	14
Familiale.....	16
Les délires des va-t-en-guerre sont tout simplement criminels.....	17
« Le sionisme est en train de s'autodétruire ».....	18